



PRÉFET DU HAUT-RHIN

PRÉFECTURE
Direction des Collectivités Locales et
des Procédures Publiques
Bureau des Enquêtes Publiques et
Installations Classées
n° 848

ARRÊTÉ

**N° 2015041-0010 du 10 février 2015 portant
prescriptions complémentaires concernant la modification de la nomenclature des
installations classées applicables à la Société DRUCK CHEMIE à SOPPE-LE-BAS
en référence au titre I^{er} du Livre V du Code de l'Environnement**

*Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU** le Code de l'Environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- VU** l'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement,
- VU** l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines,
- VU** la circulaire ministérielle du 20 novembre 2013 relative aux garanties financières pour la mise en sécurité des installations définies au 5° du R.516-1 du code de l'environnement,
- VU** l'arrêté préfectoral n°01-1811 du 05 juillet 2001 (*autorisation d'exploiter à la Société DRUCK CHEMIE*),
- VU** les actes administratifs antérieurement délivrés à cette société, et notamment l'arrêté n°2007-282-8 du 09 octobre 2007, et l'arrêté n°2014240-0007 du 28/08/2014,
- VU** les informations concernant les quantités de déchets dangereux, gérés et stockés sur le site de Soppe le Bas figurant dans les documents joints aux courriers de la société DRUCK CHEMIE ayant abouti à une proposition de garanties financières inférieure à 75 000 € du 12 décembre 2013 et du 19 mars 2014,
- VU** le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 28 mai 2014,

- VU** la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, appelée directive IED,
- VU** le courrier du 14 novembre 2014 de la société DRUCK CHEMIE se positionnant sur les rubriques de la nomenclature des ICPE au regard de la directive IED,
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 20 novembre 2014,
- VU** l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques, lors de sa séance du 08 janvier 2015,

CONSIDERANT que le site exploité par la société DRUCK CHEMIE est visé par le mécanisme de garanties financières en vertu de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement, cependant le montant calculé des garanties financières est sous le seuil de 75 000 € engageant la constitution des garanties financières, ce calcul est établi sur la base d'un stockage de résidus d'encre d'imprimerie limité à 9 m³

CONSIDERANT que la société DRUCK CHEMIE est visée par la directive européenne des émissions industrielles IED pour le stockage temporaire de déchets dangereux (rubrique 3550),

CONSIDERANT que dans son courrier du 14 novembre 2014, la société DRUCK CHEMIE a souhaité abaisser les seuils de la rubrique 2718 « Installation de tri, transit, regroupement de déchets dangereux » pour ne pas être visé par la directive européenne IED, en indiquant augmenter les rotations de déchets sur le site, et de ne pas disposer plus de 50 tonnes de déchets dangereux sur celui-ci,

CONSIDERANT, que cette modification de la nomenclature doit être adaptée par voie d'arrêté préfectoral,

CONSIDERANT que l'article 3 de l'arrêté du 28/08/2014 fixant une quantité de 9 m³ de résidus d'encre d'imprimerie doit également être rectifié, en conséquence,

APRÈS communication du projet d'arrêté à l'exploitant,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – DEFINITION

La société DRUCK CHEMIE, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est Route de Bretten - 68780 SOPPE-LE-BAS, est tenue de respecter les prescriptions ci-dessous, qui s'appliquent à son site au lieu-dit Eichelsmatten de la même commune.

ARTICLE 2 –

L'article 2 de l'arrêté n°2014240-0007 du 28/08/2014 est abrogé et remplacé par les prescriptions suivantes :

« Sous réserve du respect des prescriptions édictées aux articles 2 et suivants, la société DRUCK CHEMIE S.A.S. dont le siège social est Route de Bretten à SOPPE LE BAS (68780), est autorisée à exploiter des installations de transit de déchets d'imprimerie et de stockage de liquides inflammables, sises au lieu-dit Eichelsmatten de la même commune.

L'établissement comprend les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité	Unité
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719	2718	Autorisation	66 (45)	m ³ (t)
stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432	1432.2a	Autorisation	112	m ³ éq

»

ARTICLE 3 – RESIDUS D'ENCRE D'IMPRIMERIE

L'article 3 de l'arrêté n°2014240-0007 du 28/08/2014 est abrogé et remplacé par les prescriptions suivantes :

La quantité de résidus d'encre d'imprimerie ne dépasse pas 9 m³ dans le hangar de stockage.

ARTICLE 4 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5 – SANCTIONS

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8-I du Code de l'Environnement.

ARTICLE 6 - EXECUTION

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de Soppe-Le-Bas et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de Soppe-Le-Bas pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de Thann, le Maire de Soppe-Le-Bas et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'inspection des Installations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la Société.

Fait à Colmar, le 10 février 2015

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général

signé

Christophe MARX

Délais et voie de recours

(article R. 514-3-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif Strasbourg :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.